Conseil d'Etat - Raad van State
LEGISLATION - WETGEVING
447/I
19 JUIL 1949
Transmis à M. Bureau
Overgemaakt aan de H. Coordination

C.E. - R.S.
Entrée Binnen
19 JUIL 1949
No
COORD.

L.447/I

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale le 22 juin 1949 d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté du Régent modifiant l'arrêté du Régent du 14 novembre 1947, relatif à l'agréation et au contrôle des entreprises et établissements d'assurances couvrant les responsabilités civiles soumises au contrôle de l'Etat, a donné en sa séance du 11 juillet 1949 l'avis suivant:

KONINKRIJK BELGIE

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 22e Juni 1949 door de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van besluit van de Regent tot wijziging van het besluit van de Regent van 14 November 1947, betreffende de machtiging en de contrôle van de verzekeringsondernemingen en -instellingen die de onder Staatscontrôle vallende burgerlijke aansprakelijkheid dekken, heeft ter zitting van 11 Juli 1949 het volgend advies gegeven:

L'arrêté royal nº 185 du 9 juillet 1935 a confié à la commission bancaire le contrôle des banques. Il lui a donné les pouvoirs nécessaires pour assurer la surveillance efficace de ces établissements.

La commission peut par le retrait de l'inscription, arrêter leur activité bancaire sous réserve d'un droit d'appel au Ministre des Finances.

Il semble donc inutile et même anormal de prendre les mesures envisagées par la nouvelle rédaction de l'article 13 et d'en confier l'exécution au Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale; ce système impliquerait la superposition d'un second contrôle à celui qui est organisé par la loi alors que le ministre intéressé ne dispose d'aucun pouvoir propre d'investigation.

\+

\+ \+

Le Conseil d'Etat propose d'autre part quelques modifications de forme qui sont contenues dans le texte ci-après:

ARRETE DU REGENT MODIFIANT L'ARRETE DU REGENT DU 14 NOVEMBRE 1947, RELATIF A L'AGREATION ET AU CONTROLE DES ENTREPRISES ET ETABLISSEMENTS D'ASSURANCES COUVRANT LES RESPONSABILITES CIVILES SOUMISES AU CONTROLE DE L'ETAT. (1)

CHARLES, Prince de Belgique,
Régent du Royaume,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu l'arrêté royal n°248 du 5 mars 1936 portant réglementation des transports de choses par véhicules automobiles, modifié notamment par l'arrêté-loi du 14 février 1946;

Vu l'arrêté-loi du 30 décembre 1946 portant révision et coordination de la législation relative au transport rémunéré de personnes par véhicules automobiles, notamment l'article 28;

Vu l'arrêté-loi du 24 février 1947 étendant l'obligation du contrôle technique aux véhicules automobiles servant au transport de choses pour le compte propre de leur propriétaire, notamment l'article 3;

Vu l'arrêté royal du 9 mai 1936 portant le règlement général relatif au transport de choses par véhicule automobile, notamment l'article 39;

Vu l'arrêté du Régent du 15 juin 1947 portant des dispositions relatives à l'assurance des véhicules automobiles affectés au transport rémunéré de personnes;

Vu l'arrêté du Régent du 14 novembre 1947 relatif à l'agréation et au contrôle des entreprises et établissements d'assurances couvrant les responsabilités civiles soumises au contrôle de l'Etat;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale et du Ministre des Communications,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Article ler -

Les articles 13, 14 et 15 de l'arrêté du Régent du 14 novembre 1947, relatif à l'agréation et au contrôle des entreprises et établissements d'assurances couvrant les responsabilités civiles soumises au contrôle de l'Etat, sont remplacés par les dispositions suivantes :

" Article 13 - ..... (voir texte du projet du Gouvernement) ..... sous réserve d'écrire :

"Banque nationale de Belgique

" p.c. au lieu de "%"

" Les entreprises tiendront à jour l'inventaire"

" Article 14 -

Les dépôts prévus à l'article 13 ci-dessus seront effectués, soit en numéraire, soit en valeurs énumérées ci-après :

1° jusqu'à concurrence de 10 p.c. au moins du total, en fonds publics belges et valeurs garanties par l'Etat belge, obligations de la Société nationale de crédit à l'industrie et de la Société nationale des chemins de fers belges, obligations du Crédit communal, obligations libérées des provinces et communes belges.

2) 3) 4) 5) et 6) .....(voir texte du projet du Gouvernement) ..... sous réserve d'écrire :

" 2° 3° 4° 5° et 6° "

" p.c."au lieu de "%".

7° de toute manière qui rencontrera l'agrément du Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale.

Les fonds publics cotés en Bourse seront estimés au maximum à la valeur déterminée par le prix courant publié au Moniteur belge au cours du mois qui suit la clôture de l'exercice. L'estimation des valeurs non cotées fera l'objet d'une justification.

Les immeubles seront estimés dans leur ensemble et d'après le loyer qu'ils procurent ou pourraient procurer.

Les créances hypothécaires ne seront prises en considération que pour 65 p.c. au maximum de la valeur des immeubles, déduction faite s'il y a lieu des privilèges et hypothèques antérieurs. Toutefois, lorsqu'il sera prévu un remboursement par annuités certaines ou viagères, le maximum de 65 p.c. peut être porté à 75 p.c.

Les prêts et ouvertures de crédit sur nantissement ne seront pris en considération que pour 80 p.c., au maximum, des cours cotés en Bourse pour les valeurs reprises au 1° ci-dessus et 60 p.c. pour celles reprises au 3°.

Article 15 -

La réassurance des risques prévus par le présent règlement ne peut être confiée qu'à des organismes qui auront constitué en Belgique une garantie représentant une valeur effective de 250.000 francs. Toutefois, ceux qui, en vertu de l'article 8 du présent arrêté, ont déjà effectué un dépôt à titre de cautionnement sont exemptés de la constitution de cette garantie. Les sommes et valeurs composant cette garantie font l'objet d'un dépôt à la Caisse des dépôts et consignations.

La garantie en numéraire est assimilée en tous points aux dépôts et consignations.

Si la garantie est constituée au moyen de titres, elle sera déposée chez un agent du Caissier de

l'Etat, pour le compte de la Caisse des dépôts et consignations, sur présentation d'un bordereau qui désignera notamment la nature et le montant nominal des titres. Le bordereau pourra être signé par un tiers intermédiaire, sans que celui-ci ait à justifier d'un pouvoir écrit.

Le dépôt de garantie des réassureurs est soumis aux prescriptions de l'article 9 du présent arrêté."

Article 2 -

Le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale et le Ministre des Communications sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à , le

PAR LE REGENT :

Le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale,

Le Ministre des Communications,

- -

(1) Références au Moniteur belge :

Arrêté royal n°248 du 5 mars 1936 .....M.b. 8 mars 1936
Arrêté-loi du 14 février 1946 .....M.b. 21 mars 1946
Arrêté-loi du 30 décembre 1946.....M.b.20-21 janvier 1947
Arrêté-loi du 24 février 1947 .....M.b. 15 mai 1947
Arrêté royal du 9 mai 1936 .....M.b. 16 mai 1936
Arrêté du Régent du 15 juin 1947.....M.b.4 juillet 1947
Arrêté du Régent du 14 novembre 1947...M.b.26 mai 1948.

Het koninklijk besluit nr 185 van 9 Juli 1935 heeft de bankcontrôle aan de bankcommissie opgedragen. Het heeft haar de nodige machten gegeven om een doeltreffend toezicht over deze inrichtingen te houden.

Door de inschrijving in te trekken, kan de commissie, met voorbehoud van een recht op beroep bij de Minister van Financiën, hun bankactiviteit stopzetten.

Het schijnt dus nutteloos en zelfs abnormaal de in de nieuwe redactie van artikel 13 bedoelde maatregelen te treffen en de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg met de uitvoering er van te belasten; dit systeem zou er op neerkomen dat boven de bij de wet ingerichte contrôle een tweede contrôle wordt geplaatst, terwijl de belanghebbende minister zelf over generlei macht van onderzoek beschikt.

*

* *

De Raad van State stelt voorts enkele vormwijzigingen voo die in de onderstaande tekst zijn opgenomen:

BESLUIT VAN DE REGENT TOT WIJZIGING VAN HET BESLUIT VAN DE REGENT VAN 14 NOVEMBER 1947, BETREFFENDE DE MACHTIGING EN DE CONTRÔLE VAN DE VERZEKERINGSONDERNEMINGEN EN -INSTELLINGEN DIE DE ONDER STAATSCONTRÔLE VALLENDE BURGERLIJKE AANSPRAKELIJKHEID DEKKEN. (1)

-=-=-=-=-=-=-=-=-=-

KAREL, Prins van België,
Regent van het Koninkrijk,
Aan allen, tegenwooridgen en toekomenden, HEIL.

Gelet op het koninklijk besluit nr 248 van 5 Maart 1936 houdende regeling van het vervoer van zaken door middel van motorvoertuigen, zoals het namelijk bij de besluitwet van 14 Februari 1946 is gewijzigd;

Gelet op de besluitwet van 30 December 1946_houdende herziening en coördinatie van de wetgeving betreffende het bezoldigd vervoer van personen door middel van automobielen, namelijk op artikel 28;

Gelet op de besluitwet van 24 Februari 1947_waarbij de verplichting van de technische contrôle uitgebreid wordt tot de automobielen dienende tot het vervoer van zaken voor eigen rekening van hun eigenaar, namelijk op artikel 3;

Gelet op het koninklijk besluit van 9 Mei 1936_houdende algemeen reglement betreffende het vervoer van zaken door middel van motorvoertuigen, namelijk op artikel 39;

Gelet op het besluit van de Regent van 15 Juni 1947_houdende bepalingen betreffende de verzekering van de automobielen gebezigd voor bezoldigd personenvervoer;

Gelet op het besluit van de Regent van 14 November 1947_ betreffende de machtiging en de contrôle van de verzekeringsondernemingen en -instellingen die de onder Staatscontrôle vallende burgerlijke aansprakelijkheid dekken;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg en van de Minister van Verkeerswezen,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

.../...

Artikel 1.-

De artikelen 13, 14 en 15 van het besluit van de Regent va 14 November 1947, betreffende de machtiging en de contrôle van d verzekeringsondernemingen en -instellingen die de onder Staatscontrôle vallende burgerlijke aansprakelijkheid dekken, worden door de volgende bepalingen vervangen :

" Artikel 13.- ..... (zie tekst van de Regering) ..... men schrijve echter :

"Nationale Bank van België"

"t.h. in plaats van %"

"De ondernemingen houden de inventaris bij van de in bewaring gegeven waarden ....."

" Artikel 14.-

De in artikel 13 bedoelde depots geschieden, hetzij in speciën, hetzij in de hierna opgesomde waarden :

1° tot een bedrag van 10 t.h. ten minste van het totaal, in Belgische overheidsfondsen en door de Belgische Staat gewaarborgde waarden, obligaties van de Nationale Maatschappij voor Krediet aan de Nijverheid en van de Nationale Maatschappij van Belgische Spoorwegen, obligaties van het Gemeentekrediet, volgestorte obligaties der Belgische provinciën en gemeenten.

2) 3) 4) 5) en 6) ..... (zie tekst van de Regering) ..... men schrijve echter "2° 3° 4° 5° et 6°"
en in de Franse tekst "p.c. " in plaats van "%".

7° op enige andere manier die de instemming vindt van de Minist van Arbeid en Sociale Voorzorg.

De ter beurze genoteerde overheidsfondsen worden ten hoogs geschat op de waarde, vastgesteld door de prijscourant welke in het Belgisch Staatsblad wordt bekendgemaakt in de loop

.../...

van de maand, volgend op de afsluiting van het dienstjaar. De schatting van de niet genoteerde waarden dient te worden verantwoord.

De onroerende goederen worden geschat in hun geheel en naar de huurprijs die zij opbrengen of kunnen opbrengen.

De hypothecaire schuldvorderingen komen ten hoogste voor 65 t.h. van de waarde der onroerende goederen in aanmerking, nadat daarvan bij voorkomend geval de voorrechten en de vroegere hypotheken werden afgetrokken. Wanneer echter een aflossing wordt voorzien door middel van vaste of levenslange annuïteiten, dan kan bovenvermeld maximum van 65 t.h. tot 75 t.h. worden verhoogd.

De leningen en kredietopeningen met pandgeving worden in aanmerking genomen, ten hoogste voor 80 t.h. van de officiële beursnotering voor de waarden vermeld in 1° hiervoren, en ten hoogste voor 60 t.h. voor de in 3° vermelde waarden.

Artikel 15.-

Herverzekering van de bij dit reglement bedoelde risico's mag slechts geschieden door inrichtingen die in België een waarborg tot een effectieve waarde van 250.000 frank gesteld hebben. Nochtans zijn degenen die, overeenkomstig artikel 8 van dit besluit reeds een depot als borgtocht hebben gedaan er van ontslagen deze waarborg te stellen. De gelden en de waarden waarin die waarborg bestaat, worden aan de Deposito- en Consignatiekas in bewaring gegeven.

De waarborg in gereed geld is in ieder opzicht met de deposito- en consignatiegelden gelijkgesteld.

Bestaat de waarborg in waarden, dan wordt hij ten name va de Deposito- en Consignatiekas afgegeven aan een agent van de Rijkskassier, onder overlegging van een borderel met opgave van de aard en het nominaal bedrag der effecten. Het borderel mag door een tussenpersoon ondertekend zijn, die daartoe geen geschreven machtiging behoeft".

.../...

Het waarborgdepot van de herverzekeraars is aan de voorschriften van artikel 9 van dit besluit onderworpen.

Artikel 2.-

De Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg en de Minister van Verkeerswezen zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te , de

VANWEGE DE REGENT :

De Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg,

De Minister van Verkeerswezen,

---

(1) Verwijzingen naar het Belgisch Staatsblad :

Koninklijk besluit n° 248 van 5 Maart 1936	B.St. van 8 Maart 19
Besluitwet van 14 Februari 1946	B.St.van 21 Maart 19
Besluitwet van 30 December 1946	B.St.van 20-21 Januari 1947.
Besluitwet van 24 Februari 1947	B.St.van 15 Maart 19
Koninklijk besluit van 9 Mei 1936	B.St.van 16 Mei 193
Besluit van de Regent van 15 Juni 1947	B.St.van 4 Juli 194
Besluit van de Regent van 14 November 1947	B.St.van 26 Mei 194

L.447/I

Etaient présents: — Waren aanwezig:

Messieurs: J. SUETENS, président du Conseil d'Etat, — président
De Heren: — voorzitter van de Raad van State, — voorzitter

V. DEVAUX, — conseillers d'Etat
M. SOMERHAUSEN, — raadsheren van State

L. FREDERICQ, — bijzitters van de afdeling wetgeving
G. DOR, — assesseurs de la section de législation

G. PIQUET, greffier adjoint, — greffier
adjunct-griffier, — griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. SUETENS, président.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. SUETENS, voorzitter.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, — LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,